

fussent aisément mobilisables. D'où « l'assouplissement » du mécanisme de la Banque de France, qui vient de s'opérer. C'est ainsi que l'argent que le Capital Financier avance à l'Etat lui revient sous forme de subventions et de commandes de guerre aux entreprises qu'il contrôle en même temps que la créance qu'il a acquise sur l'Etat, lui confère une hypothèque sur les revenus futurs des classes laborieuses. Loin de constituer une « calamité », le déficit budgétaire est donc l'auxiliaire précieux du Capital Financier et apparaît en quelque sorte comme un « nouveau tonneau des Danaïdes ». **DEUXIEME RESULTAT.**

Quant aux perspectives inflationnistes, nous pouvons accepter les paroles « rassurantes » de Flandin lorsqu'il met en évidence la solidité technique du franc couvert d'or à 100 p.c. Mais la question n'est pas là. Ce n'est pas un bilan prestigieux de la Banque de France qui conditionne la stabilité monétaire ou qui constitue un obstacle à toute dévaluation. Outre qu'une dévaluation peut être délibérément acceptée par une Bourgeoisie résolue à s'adapter aux contingences mondiales, elle peut être tout aussi résolument imposée à cette Bourgeoisie par la volonté d'un impérialisme rival (Etats-Unis ou Angleterre) qui, au travers du mécanisme du marché des changes, pomperait l'or de la Banque de France. Un avenir peut être pas très lointain nous fixera à ce sujet.

Et nous voici devant le projet sur les accords professionnels. Il est de fait que, depuis la crise mondiale surtout, le Capitalisme répudie les lois qui jadis paraissaient imprimer un mouvement harmonieux à son système économique, telles : le marché régulateur, le mécanisme des prix. Le rétrécissement croissant des marchés se repercutant sur le volume de plus en plus comprimé de la production, lui interdit, désormais, de faire appel à ces lois, car ce serait contraindre les entreprises géantes mais rigides à l'abdication en faveur des entreprises moyennes qui ont conservé une plus grande souplesse d'adaptation; ce serait favoriser une sélection à rebours que le Capital Financier ne peut tolérer. Il le peut d'autant moins que l'orientation du commerce extérieur français annihile tout optimisme. Car si la réduction de moitié du déficit de la balance par rapport à 1933 peut apparaître comme une éclaircie, le résultat en est attribuable uniquement à la compression massive des importations de matières premières et de produits alimentaires tandis que les exportations, si elles augmentent en volume continuent à baisser sensiblement en valeurs pour les produits fabriqués.

Le projet entend donc maîtriser les éléments perturbateurs capables de provoquer un indésirable « assainissement » des capitaux; pour cela, il s'agit d'enlever aux entreprises moyennes toute possibilité de tirer profit de l'avantage relatif que leur apporte la conjoncture actuelle et aussi d'étouffer toute expansion des petits capitaux attirés par des nouveautés techniques.

Ce que Flandin, par euphémisme, appelle « une adaptation de la production à la consommation » ou « le retour graduel à la liberté » équivaut en somme et à la suppression radicale de toute concurrence sur le marché intérieur d'une économie où l'industrie légère et l'industrie de consommation sont encore prédominantes et, par le contrôle des prix, à l'exploitation systématique du marché et du pouvoir d'achat de la grande masse des consommateurs. **VOILA UN TROISIEME RESULTAT.**

Quand nous aurons ajouté que Jouhaux est membre du Comité appelé à sanctionner les ententes industrielles et que le groupe parlementaire de la S.F.I.O. se propose d'opposer au projet... des amendements, il sera facile de conclure que la République Française et démocratique ne se montre pas chiche envers l'artisan de sa « grandeur » et de sa « prospérité » : le Capitalisme.

Projet de résolution sur la situation internationale

Ce projet de résolution est soumis à la discussion par le camarade Philippe.
LA REDACTION.

I. — Les deux dilemmes : capitalisme-prolétariat et guerre-paix.

L'encroisement des points terminaux d'une situation historique doit comporter l'alignement des classes, des positions politiques pouvant les exprimer, des organismes capables de les manifester en tant que forces aptes à réaliser une fonction d'hégémonie dans la conservation, la destruction et la fondation d'un type donné d'organisation de la société.

Si l'on pose le dilemme suivant : **capitalisme et guerre-prolétariat et révolution**, il ne peut embrasser la réalité des situations actuelles qu'en tenant compte des rapports de force existant entre les classes, car la puissance du capitalisme a pu se reconstruire grâce à la défaite du prolétariat international empoigné aujourd'hui par le fascisme, immobilisé par la social-démocratie, dévoyé par le centrisme. En ce sens, proclamer l'imminence des dangers de guerre ne signifie, en définitive, que constater l'opposition entre l'omnipotence du capitalisme ayant pu gagner à sa cause l'Etat russe (réponse prolétarienne à la dernière guerre) et la faiblesse extrême du prolétariat anéanti en tant que force capable de bouleverser le monde capitaliste fomenteur de guerres car ses défaites sont devenues une déroute totale après la perte de l'organisme dans lequel il pouvait se reconnaître, vivre, lutter et vaincre : l'Internationale Communiste.

Mais un tout autre critère est employé généralement pour l'analyse des situations. Il sera procédé à l'indication des aboutissants de la phase historique que nous vivons, afin de dresser une vision macabre de l'avenir : la guerre, sorte d'épouvantail qui permettra de rassembler — en vue d'en éviter l'apparition — toutes les forces sociales qui sommeillent dans l'inertie des contingences, se réveilleront devant la perspective du monstre de demain et acquerront ainsi la force de l'étrangler. Sur la base de cette « plateforme » on estimera que le plus large front de concentration pour la victoire exigera

que soient déterminés des courants « contre les horreurs de la guerre qui vient et pour la défense de la paix ».

Le dilemme « guerre-paix » se substituera ainsi à celui exprimant l'opposition des classes et des formes de société qui y correspondent. Mais ce dilemme est non seulement incapable de contenir les deux pôles commandant l'évolution des événements mais ne peut exprimer ni les intérêts de l'une ou de l'autre des classes fondamentales de notre société.

Tout comme le prolétariat, la bourgeoisie aurait tout intérêt au maintien de la paix; et cela est vrai pour les régimes démocratiques ou autres régimes dictatoriaux ou fascistes. Mais bien au delà de la volonté capitaliste la réalité des situations déversera son système dans cet aboutissant, dont le chemin exprimera parmi tous les éléments issus des contrastes sociaux, ses craintes et hésitations.

Ni guerre, ni paix ne peuvent représenter des positions de principe autour desquelles peuvent se regrouper le capitalisme ou le prolétariat. Ainsi, la dictature prolétarienne pourra traverser des situations où son attitude sera réglée non par l'acceptation de la paix, mais par son adhésion résolue à la nécessité de la guerre, bien qu'elle ne puisse envisager le processus de son extension au travers d'elle. Par delà les intentions des hommes et des classes, la guerre et la paix sont des moments inévitables de la vie des sociétés. Choisir l'une, combattre l'autre, c'est exprimer les nécessités passagères de l'évolution, c'est réduire l'arène historique où se déclenchent les conflits des classes en une scène où s'affrontent le bien et le mal, le dieu et le démon, la raison et la démence, la justice et l'injustice, la paix entre les hommes de bonne volonté et la guerre entre les vampires.

La gamme d'un cours d'événements trouve son centre non dans les manifestations inéluctables des régimes sociaux — soit même la guerre — mais dans ces régimes eux-mêmes; c'est contre leur structure qu'il faudra mener la lutte. Par con-